

COMMUNAUTÉ de COMMUNES de MAYENNE COMMUNAUTÉ

Note de Présentation synthétique accompagnant le projet de BUDGET PRIMITIF 2021



MAYENNE
communauté

Table des matières :

Introduction

I) Les mesures nationales concernant les collectivités locales

II) Section de fonctionnement 2021

A. Les dépenses de fonctionnement

- 1) Structure des dépenses de fonctionnement
- 2) Les charges à caractère général
- 3) Les dépenses de personnel
- 4) Les dépenses en direction des communes membres
- 5) Les subventions aux associations
- 6) Les autres dépenses
- 7) Les charges financières
- 8) Les dépenses imprévues
- 9) Les dotations aux amortissements
- 10) Le virement à la section d'investissement

B. Les recettes de fonctionnement

- 1) Structure des recettes de fonctionnement
- 2) La fiscalité 2021
- 3) Les dotations et participations 2021
- 4) Les produits de nos services
- 5) Les autres recettes

C. L'équilibre budgétaire

III) Section d'investissement 2021

A. Les recettes d'investissement

- 1) Le FCTVA
- 2) Les financements publics
- 3) Les autres recettes d'investissement
- 4) Les reports 2020

B. La capacité à investir 2021

C. Les dépenses d'investissement

- 1) Le remboursement du capital de la dette
- 2) Le programme d'investissement 2021
- 3) Les reports 2020

IV) La structure de la dette au 1^{er} janvier 2021

Introduction

Les orientations financières 2021 ont été présentées au travers du Rapport d'Orientations budgétaires en séance du 4 février 2021. Elles se caractérisent par :

- Une situation sanitaire et économique inédite et toujours en cours d'évolution avec ses conséquences en terme de perte de produit fiscal en lien avec la baisse de chiffre d'affaires des entreprises en 2020 et de perte de produit de facturation en lien avec les fermetures des services (centre aquatique, musée, conservatoire),
- Une marge de sécurité intégrée au budget de fonctionnement pour faire face aux aléas,
- La réforme de la fiscalité (suppression de la taxe d'habitation), et les conséquences du plan de relance de l'économie avec la baisse des impôts de production,
- Des taux d'imposition stables : pas d'augmentation des taux ménages et professionnels,
- Le soutien aux acteurs économiques locaux,
- La prise de compétence Mobilités,
- La maîtrise du fonds de roulement,
- La déclinaison du programme pluriannuel d'investissement,
- Le financement des investissements par l'autofinancement et les financements externes (pas de recours à l'emprunt).

Le budget primitif 2021 est proposé avec une reprise anticipée des résultats 2020 avant l'adoption du compte administratif qui interviendra courant juin 2021. Ces résultats 2020 sont excédentaires et s'élèvent à **13 498 113 €** en section de fonctionnement et à **2 824 520 €** en section d'investissement.

Le volume budgétaire du budget primitif 2021 du budget principal, tous mouvements confondus est de **66,3M€**.

Volume budgétaire BP 2021	DÉPENSES		RECETTES	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
RESULTAT 2020				13 498 113
FONCTIONNEMENT	31 142 729	14 797 271	32 224 720	217 167
	45 940 000 €		45 940 000 €	
RESULTAT 2020				2 824 520
INVESTISSEMENT	20 082 833	232 167	2 678 209	14 812 271
	20 315 000 €		20 315 000 €	
VOLUME BUDGÉTAIRE BP 2021	66 255 000 €		66 255 000 €	

Rappel BP 2020 : volume budgétaire (tous mouvements confondus) : 64,3 M€

I) Les mesures nationales concernant les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

En matière de fiscalité économique :

La crise sanitaire d'ampleur mondiale que nous traversons depuis le début de l'année 2020 a dépassé le cadre sanitaire. Le gouvernement a adopté un plan de relance de l'économie avec notamment une baisse des impôts de production de 10 milliards d'€ dans le but de favoriser la compétitivité des entreprises. C'est ainsi que la loi de finances pour 2021 prévoit la **réduction de moitié des cotisations d'impôts fonciers des établissements industriels** à travers la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et la taxe sur le foncier des propriétés Bâties (TFPB). Cette baisse sera sans impact sur le budget, il y a compensation de la perte de recette qui prend la forme de dotations budgétaires égales aux produits de CFE et de TFPB de ces locaux en 2020. Cette mesure, par la perte de bases qu'elle produit a pour effet de diminuer le pouvoir de taux de la collectivité. Elle n'est pas sans incidence pour Mayenne Communauté notamment sur son produit de CFE. En effet, les bases des établissements industriels sur Mayenne Communauté représentent près de 66% des bases totales de CFE.

En matière de fiscalité ménages :

2021 correspond à l'année d'entrée en vigueur de la **réforme de la Taxe d'Habitation (TH)** pour les collectivités avec la disparition de la TH sur les résidences principales (THRP) et le maintien de la TH sur les résidences secondaires (au même taux que la TH 2020). Cette perte de recette est compensée pour les EPCI par une fraction de TVA.

Le coefficient de revalorisation des valeurs locatives calculé à partir des indices des prix à la consommation hors tabac entre nov n-1 et nov -2 est fixé pour 2021 à **0,20%**. Ce coefficient servira de base de calcul pour faire évoluer les bases fiscales de taxes foncières et de THRS. Pour information, cet indice était de 1,2% en 2020.

Un effort massif sur l'investissement des collectivités par un abondement de l'enveloppe de Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) de 1 milliard en 2021 sur des projets contribuant à la résilience sanitaire, à la transition écologique et à la rénovation du patrimoine public bâti et non bâti.

Repoussée depuis deux ans, la réforme de l'automatisation de la déclaration du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) entre en vigueur en 2021 pour notre EPCI qui déclare ses dépenses d'investissements l'année de réalisation de la dépense. Le FCTVA est un prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à assurer une compensation (de 16,404%) de la charge de TVA supportée sur les investissements des collectivités. L'objectif attendu est de raccourcir le délai de versement.

En matière de Dotations :

Au titre de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), pour 2021, la loi de finances abonde l'enveloppe nationale de la dotation d'intercommunalité (une des deux composantes de la DGF) de 30 M€ en 2021 pour atteindre 1,623 Mds€. La Dotation de compensation (part salaires de l'ex Taxe Professionnelle), seconde composante de la DGF, sera quant à elle écrêtée de 1,86% (décision nationale du comité des finances locales).

II) Section de fonctionnement

La section de fonctionnement regroupe :

- ✓ toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de la collectivité (charges à caractère général, de personnel, de transfert de charges, de gestion courante, intérêts de la dette, dotations aux amortissements, provisions)
- ✓ toutes les recettes que la collectivité peut percevoir des impôts et taxes, des dotations de l'Etat, des prestations de services.

En 2021, la section de fonctionnement présente un budget à hauteur de 45 940 000 € après reprise anticipée du résultat de fonctionnement excédentaire de 2020 de 13 498 112,68 €.

A. Les dépenses de fonctionnement

1) Structure des dépenses de fonctionnement

Présentation des dépenses de fonctionnement par grandes thématiques

ÉQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 2021	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Masse salariale	15 730 190	14 848 386	16 060 470
Budget des services	3 629 304	2 890 772	4 102 764
Attribution de Compensation	7 183 200	7 169 364	7 169 364
Dotation de Solidarité Communautaire	1 006 579	1 006 579	300 000
Reversements de fiscalité	43 779	43 797	44 260
Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales FPIC	84 697	84 697	91 473
Subventions aux personnes morales de droit privé	1 939 467	1 728 193	1 850 412
Intérêts de la dette	187 135	169 593	169 973
Dépenses imprévues	221 282	0	430 000
Autres dépenses	862 170	848 688	924 013
TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	30 887 803	28 790 068	31 142 729
Amortissements	1 267 176	1 305 909	1 214 816
Autofinancement	12 194 006		13 582 455
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	44 348 985 €	30 095 977 €	45 940 000 €

2) Les charges à caractère général

Présentation des dépenses de fonctionnement des services par direction (hors dépenses de ressources humaines)

	Services	BP 2020	CA 2020	BP 2021	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Culture	Le Grand Nord	185 350	164 480	191 010	5 660,00 €	3%
	Conservatoire de musique et danse	71 071	33 578	81 425	10 354,00 €	15%
	Médiathèques	245 555	227 049	245 395	-160,00 €	0%
	Musée	200 239	144 053	232 298	32 059,00 €	16%
	Autres	157 790	118 736	124 491	-33 299,00 €	-21%
	SOUS TOTAL Services culturels	860 005	687 896	874 619	14 614,00 €	2%
	Centre aquatique LA VAGUE	453 995 €	321 418 €	439 035 €	-14 960,00 €	-3%
					0,00 €	
Économie	Forum métiers d'arts de Jublains	13 010	14 346	27 740	14 730,00 €	113%
	Camping	56 130	53 575	63 120	6 990,00 €	12%
	Bateau promenade	37 230	29 785	17 230	-20 000,00 €	-54%
	Sentiers de randonnée	46 000	42 566	46 140	140,00 €	0%
	Tourisme	37 585	21 273	39 380	1 795,00 €	5%
	Sere	135 430	46 669	250 530	115 100,00 €	85%
	Zones, ateliers, gendarmeries	126 418	122 515	106 990	-19 428,00 €	-15%
	SOUS TOTAL Services de l'économie	451 803 €	330 730 €	551 130 €	99 327,00 €	22%
Jeunesse	Jeunesse dont ALSH jeunes	127 878	57 038	123 133	-4 745,00 €	-4%
	RAM	7 120	6 129	8 120	1 000,00 €	14%
	SOUS TOTAL Services de la jeunesse	134 998 €	63 167 €	131 253 €	-3 745,00 €	-3%
Social santé	Santé : pôles santé et CLS	80 306	73 717	80 021	-285,00 €	0%
	Aire d'accueil gens du voyage	63 300	61 114	64 260	960,00 €	2%
	MSAP	7 744	8 291	8 044	300,00 €	4%
	SOUS TOTAL Services social santé	151 350 €	143 121 €	152 325 €	975,00 €	1%
Urbanisme Logement	ADS	14 350	10 205	12 550	-1 800,00 €	-13%
	SCOT PLUI	32 500	27 479	18 900	-13 600,00 €	-42%
	PLH	70 820	128 520	105 500	34 680,00 €	49%
	OPAH RU	17 380		80 000	62 620,00 €	360%
	Environnement : PCAET ; Barrages	64 788	15 886	61 430	-3 358,00 €	-5%
	Mobilité douce			219 000	219 000,00 €	
	SOUS TOTAL Services Urbanisme Logement mobilité	199 838 €	182 090 €	497 380 €	297 542,00 €	149%
Administration Générale	communication	79 700	42 125	96 700	17 000 €	21%
	Administration générale	475 428	298 352	537 387	61 959 €	13%
	SDIS ex CCPM	822 187	822 187	822 935	748 €	0%
	SOUS TOTAL services de l'Administration générale	1 377 315 €	1 162 664 €	1 457 022 €	79 707 €	6%
	TOTAL des DEPENSES des SERVICES	3 629 304 €	2 891 087 €	4 102 764 €	473 460 €	13%

Ce chapitre de dépenses des services dites à caractère général (4 102 764 € en 2021) regroupe toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement des services. Il enregistre une variation de 473 460 € (+13%) entre le budget primitif 2020 et le budget primitif 2021 qui s'explique par les dépenses nouvelles suivantes :

- ✓ L'exposition temporaire du musée ; développement de l'outil numérique de visite ; étude sur l'état sanitaire des collections en réserve
- ✓ L'étude sur les friches industrielles et commerciales (120 000 €),
- ✓ Les études PLH pour la création d'un outil de gestion de la demande locative (27 640 €), et OPAH renouvellement urbain sur le foncier (40 000 €),
- ✓ Les dépenses liées au nouveau service du parcours d'éducation artistique et culturelle (+ 5 000 €),
- ✓ Les dépenses liées au Forum métiers d'art avec l'aménagement d'une boutique éphémère (+ 14 730 €)
- ✓ L'entretien curatif et préventif du patrimoine immobilier (+ 30 000 €),
- ✓ Le développement de la communication vers le numérique (+ 17 000 €),
- ✓ La formation du personnel avec des bilans de compétence et les frais de formation des apprentis (+ 30 000 €),
- ✓ La protection du personnel avec une intervention sur les risques psycho-sociaux (+ 20 000 €)
- ✓ Le transport urbain (+ 219 000 €) à compter du 1^{er} juillet 2021

3) Les dépenses de personnel

Les charges de personnel inscrites au budget 2021 s'élèvent à **16 060 470 €** soit une progression de 2,1% par rapport au budget primitif 2020. Cette progression est essentiellement liée à des éléments structurels (réorganisation des services ou développement de compétences actuelles ou nouvelles). Il n'y a pas de réelle augmentation de charges, ni de revalorisation salariale en dehors de l'application du dernier volet du PPRC (protocole relatif aux parcours professionnels, aux carrières et rémunérations).

Il est intéressant de retraiter ce chiffre brut de 16 060 470 €. En effet, depuis la création du service commun de la Gestion Unifiée du Personnel (GUP) au 1^{er} janvier 2018, l'ensemble du personnel de la Ville de Mayenne a été transféré à Mayenne Communauté. La Ville de Mayenne rembourse mensuellement à Mayenne Communauté le temps de travail que les agents de Mayenne Communauté consacrent à la Ville de Mayenne. Au titre de 2021, Mayenne Communauté attend un remboursement de 8 714 800 € de la Ville de Mayenne.

Les dépenses de personnel nettes 2021 retraitées des remboursements de la GUP (ci-dessus expliqués), des budgets annexes, de mise à disposition à d'autres collectivités, des indemnités journalières et autres remboursements, se chiffrent à **5 471 457 €**. Ces dépenses nettes de personnel représentent 27% des dépenses réelles de fonctionnement 2021 de Mayenne Communauté.

Structure de l'effectif au 01/01/2021 :

Tous budgets confondus	au 01/01/2020	au 01/01/2021
Agents titulaires	320	324
Agents contractuels	71	71
Emplois saisonniers et remplaçants	49	27
TOTAL	440	422

La prévision budgétaire prend en compte :

➤ Des éléments conjoncturels qui s'imposent à nos collectivités :

- Le Plan pluriannuel des carrières et des rémunérations (PPCR) : Revalorisation indiciaire des agents titulaires des catégories C au 1^{er} janvier 2021 ainsi que reclassement des assistants socio éducatifs et éducateurs de jeunes enfants (coût estimé à 28 100 €)
- L'application du PPCR impacte également sur la revalorisation du taux horaire et de l'indice minimum de rémunération de l'ensemble des contractuels de catégorie C.
- Élections Départementales et régionales avec deux tours pour chacun des scrutins (coût estimé à 11 800 €).

➤ Les éléments structurels décidés au niveau local :

- Les Postes non pourvus en 2020 et reconduits en 2021 soit 8 postes, budget de 205 900 € : Régie bâtiments : 3 chefs d'équipe (sur 6 mois) ; SERE : Chargé de mission attractivité emploi (en lien avec Territoire zéro chômeur ; DASS : Chargé de mission contrat local de santé ; Médiathèque : animateur numérique (sur 9 mois) ; DAC : Assistante administrative du directeur (6 mois) ; Entretien des locaux non sportifs : un gardien de stade.
- Autres recrutements faisant suite à vacance de poste déjà créés soit 10 postes, budget de 366 000 € : 8 départs à la retraite sont attendus et seront remplacés, sans tuilage sur la base du 3ème

échelon des gilles indiciaires. 8 départs auxquels s'ajoutent 2 postes devenus vacants suite à départ en disponibilité ou mutation ou détachement.

- Autres recrutements faisant suite à la création de nouveaux postes soit 21 postes : budget de 522 600 € : Direction des services techniques : 136 000 € ; Direction jeunesse et sports: 28 400 € ; Direction générale des services : 135 400 € ; Direction des affaires sociales : 32 400 € ; Direction aménagement de l'espace: 104 400 € ; Direction des affaires culturelles et du patrimoine : 59 600 € ; Direction des ressources : 26 400 €.
- Avancements d'échelon / Avancements de grade : budget de 93 200 €. Conformément à la reconduction de l'accord pluriannuel, le montant attendu pour les avancements d'échelon est de 62 600 €. Une provision de 30 600 € est proposée pour les avancements de grade.
- Gestion des absences (remplacement sur congés payés ou maladie), budget de 331 500 € complément des temps partiels et besoins occasionnels (surcroît d'activité)
- Besoins saisonniers, budget de 102 900 € : Augmentation de l'enveloppe pour le service ado's com et espace commun jeunesse. Pour les autres services (camping, musée, centre aquatique, entretien des locaux, planète même et courte échelle) : report du réalisé en 2020.
- Personnel mis à disposition, budget de 79 200 € : Le remboursement des mises à disposition du personnel dans le cadre de convention avec d'autres collectivités (CCAS Mayenne, commune de Lassay les Châteaux, Communauté de Communes d'Ernée) a été reporté à l'identique.

4) Les dépenses de Mayenne Communauté en direction de ses communes membres

➤ L'Attribution de Compensation (AC) :

Elle est budgétée à hauteur de **7 169 364 €** à partir d'un montant déterminé lors de la dernière Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées qui a eu lieu le 17 juin 2019. En effet, aucune révision d'AC n'a été proposée en 2020. Au titre de 2021, Mayenne Communauté va récupérer la compétence mobilité avec effet au 1^{er} juillet. La loi prévoyant un délai de 9 mois après le transfert pour réunir la CLECT, il n'est pas projeté de modifier l'AC en 2021.

➤ La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

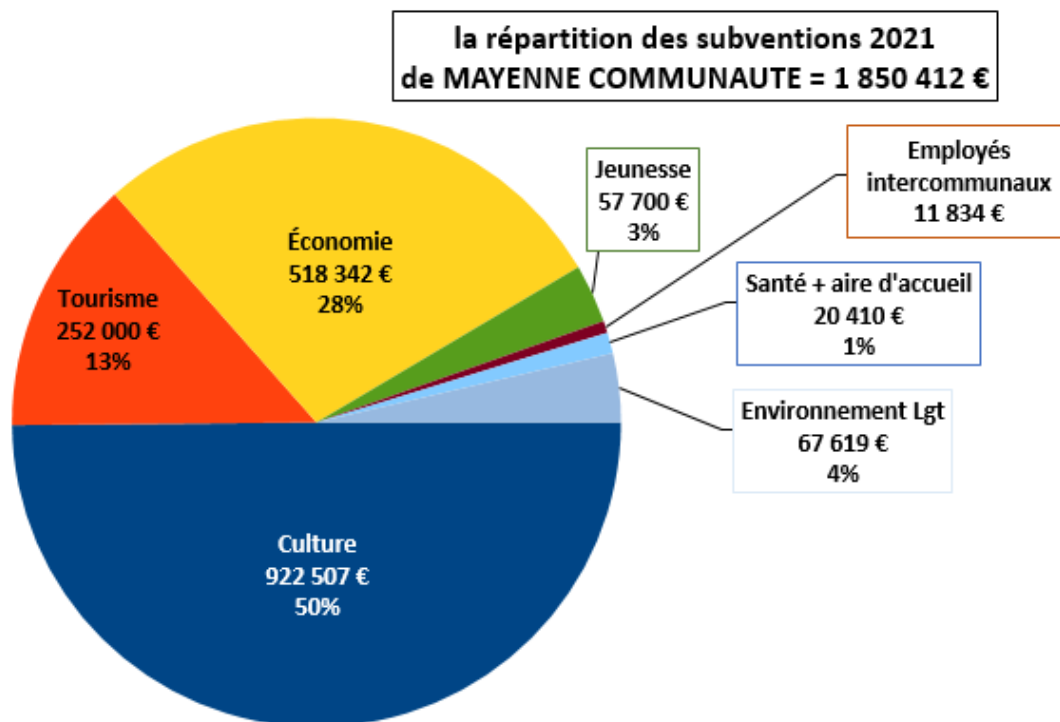
Le pacte fiscal et solidaire de 2016 conclu entre Mayenne Communauté et ses communes membres, prévoit que Mayenne Communauté n'alloue pas de DSC dans la mesure où le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal est partagé entre Mayenne Communauté et ses communes membres. Pour 2021, il a été budgété une DSC de **300 000 €**. Cette dotation est facultative. Ses critères de répartition seront à définir dans l'année par le groupe de travail finances.

➤ Les reversements de fiscalité

Le pacte fiscal et solidaire prévoit le reversement de 30% des Impôts Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER) aux communes d'implantation d'éoliennes. Les communes d'Hardanges et Sant Julien du Terroux sont concernées. La dépense est inscrite pour **44 260 €**.

5) Les subventions aux associations de droit privé

Les montants des subventions inscrites au budget 2021 ont été adaptés au contexte sanitaire avec un crédit de 400 000 € ouvert dans le cadre d'un second soutien aux entreprises impactées par la crise. Le reste des crédits de subvention est maintenu au niveau du budget primitif 2020 dans le but de soutenir le monde associatif face au contexte sanitaire.



6) Les autres dépenses

- Le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales
Mayenne Communauté est bénéficiaire (recette 2021 de 367 916 €) et à la fois contributeur. La prévision budgétaire de cette dépense est inscrite pour **91 473 €**.
- Le dégrèvement aux entreprises du fonds de relance 2020
En juillet dernier, le Conseil Communautaire a accordé un dégrèvement exceptionnel de CFE aux entreprises impactées par la crise sanitaire relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport et de l'évènementiel. Le coût de ce dégrèvement, pris en charge par l'Etat à hauteur de 50%, s'élève pour Mayenne Communauté à **27 855 €**.
- Les autres dépenses de gestion courante
 - Les indemnités des élus sont budgétées pour **237 000 €**, montant stable par rapport au budget primitif 2020.
 - Une dépense nouvelle de **7 000 €** est prévue pour l'indemnisation des frais de déplacement des élus lorsqu'ils se déplacent pour assister aux Conseils Communautaires ou au Bureaux communautaires conformément à la délibération n°2 du 10/12/2020.
 - Les contributions aux organismes s'élèvent à **334 346 €** dont 157 546 € au titre de la contribution au SDIS pour le compte des communes de l'ex CCHL, dont 120 000 € de contribution au fonctionnement du syndicat du bassin de l'Aron Mayenne et Affluents

(SYBAMA), dont 42 300 € au Département (19 000 € pour le Pays d'Art et d'Histoire et 23 300 € pour la Sauvegarde) dont 5 000 € au titre des chantiers argent de poche.

- Les déficits 2020 des budgets annexes de zones d'activités se chiffrent à **200 230 €**. Cette dépense est inférieure de 20 865 € à celle inscrite au BP 2020.
- Un crédit de **2 000 €** est budgété pour les créances admises en non-valeur à la demande du comptable du fait de son impossibilité à les recouvrer face à des situations de surendettement par exemple.
- Des licences pour un montant de **15 930 €** sont inscrites dont la licence IV prévue au camping pour 7 150 €.

➤ Les charges exceptionnelles

Elles s'élèvent pour 2021 à **104 222 €** et comprennent notamment en cas de demande de la Région, une seconde participation de Mayenne Communauté au fonds résilience de la Région pour soutenir les entreprises de notre territoire calculée sur la base de 2€ par habitant (75 922 €). On trouve également à ce chapitre les indemnités de 7 stagiaires écoles pour un total de 23 300 € en 2021 au sein des services ressources humaines, musée, hygiène et sécurité, Croq les mots, médiathèque, ludothèque et urbanisme.

➤ Les provisions

A la demande du comptable, il est constitué une provision de **2 430 €** pour anticiper le risque de non recouvrement de créances. Cette provision est calculée sur la base de 15% des créances antérieures à 2019.

7) Les charges financières

Le chapitre des frais financiers intègre la charge des intérêts relatifs aux emprunts. Il s'élève à **169 973 €**. Ces intérêts sont en baisse de 17 162 € par rapport au budget primitif 2020.

8) Les dépenses imprévues

Une enveloppe de **430 000 €** est constituée pour faire face à des dépenses exceptionnelles compte tenu des incertitudes liées à la crise sanitaire. Elle sera affectée aux nouvelles dépenses d'exploitation non inscrites au budget primitif ou aux aléas budgétaires sur les recettes en fonction de l'évolution de la situation.

9) Les amortissements

Les charges d'amortissement correspondent à la constatation comptable de la dépréciation des actifs de Mayenne Communauté. Ils sont déterminés selon le plan d'amortissement réel des biens à l'inventaire et s'élèvent pour 2020 à **1 214 816 €**.

10) Le virement à la section d'investissement

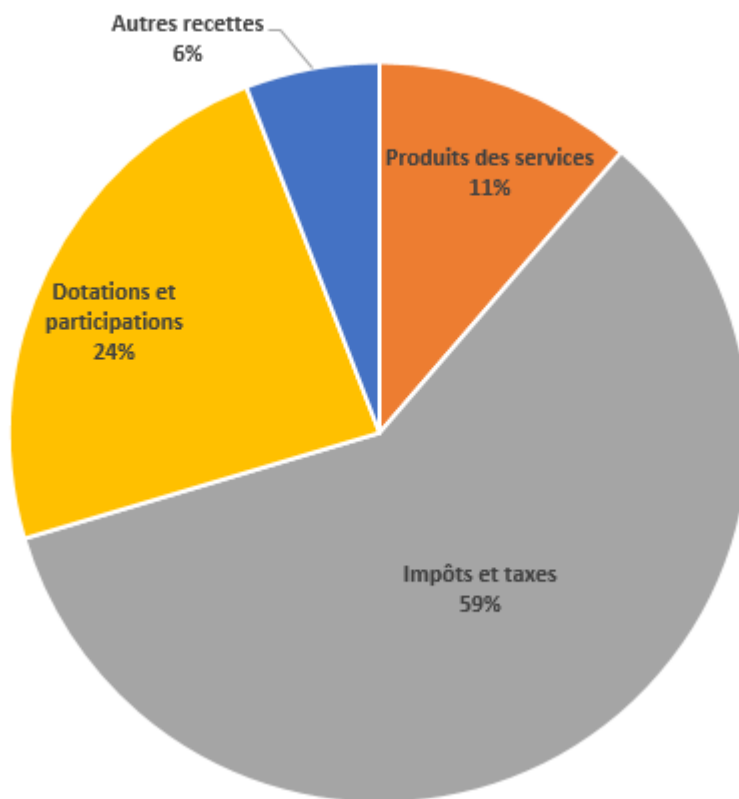
L'équilibre de la section de fonctionnement est atteint avec un virement de la section de **13 582 455 €**. Ce virement constitue l'autofinancement 2021.

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2021 :

45 940 000 €

B. Les recettes de fonctionnement

Répartition des recettes réelles de fonctionnement 2021 *



* Les recettes sont retraitées du remboursement de la gestion unifiée du personnel de la Ville (GUP)

Au sein des recettes réelles de fonctionnement 2021 on note la prépondérance des recettes fiscales qui représentent près de 60% du budget 2021.

1) Structure des recettes de fonctionnement 2021

ÉQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 2021		BP 2020	CA 2020	BP 2021	
fiscalité	Impôts directs locaux	9 658 522	9 683 743	3 667 500	13 865 232
	Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	2 470 073	2 470 073	2 100 599	
	Autres recettes de Fiscalité	2 957 728	3 025 838	3 180 133	
	Fraction de TVA			4 917 000	
dotations et participations	Dotation d'Intercommunalité	237 148	237 148	260 863	5 574 750
	Dotation de Compensation	2 201 767	2 201 767	2 160 814	
	Compensations fiscales de l'Etat	408 852	410 047	1 517 643	
	Autres dotations et participations	1 619 447	1 625 066	1 635 430	
Produits des services		11 420 318	10 500 332	11 371 921	
Autres recettes		1 498 322	1 559 371	1 412 817	
TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT		32 472 177 €	31 713 385 €	32 224 720 €	
Recettes d'ordre		200 056	200 052	217 167	
Résultat de fonctionnement n-1		11 676 752	11 676 752	13 498 113	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		44 348 985 €	43 590 189 €	45 940 000 €	

2) La fiscalité 2021

Ce chapitre s'élève pour 2021 à **13 865 232 €**. Il présente une diminution de 8 % par rapport au budget 2020 (- 1,2M€ en valeur). Trois événements majeurs viennent expliquer cette variation:

- 1° le plan de relance de l'Etat avec l'allègement de fiscalité foncière sur les établissements industriels qui vient diminuer le produit de CFE et de TFPB au sein des impôts directs locaux (- 1 108 791 €)
- 2° La suppression de la TH sur les résidences principales (au sein de la ligne impôts directs locaux) remplacée par une fraction de TVA (4 917 000 €)

A noter que ces deux mesures sont annoncées comme intégralement compensées par l'Etat.

- 3° la prise de la compétence mobilité avec, à compter du 1^{er} juillet, la perception d'une nouvelle recette au travers du versement mobilité attendu pour 180 000 €.

	BP 2020	Réalisé 2020	BP 2021	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Impôts directs locaux	9 658 522 €	9 683 743 €	3 667 500 €	-5 991 022 €	-62%
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	2 470 073 €	2 470 073 €	2 100 599 €	-369 474 €	-15%
Taxe sur les surfaces commerciales	573 774 €	602 583 €	586 000 €	12 226 €	2%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	465 256 €	472 241 €	476 963 €	11 707 €	3%
Rôles supplémentaires de fiscalité	- €	42 351 €	- €	0 €	0%
Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources	1 517 254 €	1 517 254 €	1 517 254 €	0 €	0%
Fonds de Péréquation des recettes Fiscales Intercommunales	369 444 €	369 444 €	387 916 €	18 472 €	5%
Versement mobilité	-	-	180 000 €	180 000 €	0%
Taxes de séjour	32 000 €	21 965 €	32 000 €	0 €	0%
Fraction de TVA	-	-	4 917 000 €	4 917 000 €	0%
TOTAL	15 086 323 €	15 179 654 €	13 865 232 €	-1 221 091 €	-8,1%

a) Les recettes des impôts directs locaux = 3 667 500 €

En 2021, les bases fiscales des impôts directs locaux de Taxes Foncières et de Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires sont revalorisées à partir d'un coefficient national de revalorisation de 0,2%. A cette variation s'ajoute la variation physique liée aux ajouts, modifications apportées par le contribuable sur son bien imposable.

Le budget 2021 a été construit à partir des variations de bases suivantes :

- Taxe d'Habitation Résidences Secondaires : 0,50 %
- Taxe Foncière Bâti : 1,50 %
- Taxe Foncière sur le Non Bâti : 0,5 %
- Cotisation Foncière des Entreprises : 1,1 %.

A noter qu'au titre de la CFE, les bases 2021 sont en nette diminution en lien avec l'exonération accordée par l'Etat dans le cadre du plan de relance qui prévoit une réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels. Ceux-ci représentent près de 66% des établissements assujettis à la CFE sur notre territoire. En 2020, nos bases de CFE étaient de 17 374 000 €. Elles sont désormais estimées à 11 546 265 € pour 2021.

b) Les deux recettes fiscales nouvelles pour 2021

Le versement mobilité constituera une recette fiscale nouvelle pour Mayenne Communauté. Elle fait suite à la prise de compétence au 1^{er} juillet 2021. Elle est ici budgétée pour 180 000 € à partir d'un taux de 0,2% (identique à celui pratiqué par la ville de Mayenne) appliqué aux redevables à savoir les entreprises de plus de 11 salariés. Cette nouvelle compétence fera l'objet lors d'une prochaine réunion de la Commission Locale d'Evaluation des Transfert de Charges qui se chargera de réviser l'Attribution de Compensation versée à la Ville de Mayenne avec pour objectif final d'assurer la neutralité du transfert pour les 2 parties.

Seconde nouveauté 2021 celle liée à la fraction de TVA qui découle de la suppression de la taxe d'habitation estimée pour 2021 à 4 917 000 €. Ce nouveau produit 2021 est le résultat du calcul

suivant : THRP de 2020 + compensations fiscales de TH 2020 + moyenne des rôles supplémentaires 2018-2020.

c) La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

La CVAE est budgétée à hauteur de 2 100 599 € en 2021.

Cette recette est attendue en baisse de 369 474 € par rapport à celle inscrite au budget 2020. Nous nous attendons en effet à une perte de 15% sur ce produit fiscal en raison de la perte de chiffres d'affaires des entreprises liée à la crise sanitaire et économique en 2020.

d) Les autres recettes fiscales

Elles proviennent du panier fiscal issu de la réforme de la taxe professionnelle de 2020. On trouve :

- la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) pour une recette attendue en 2021 à hauteur de 586 000 €. Les assujettis sont les surfaces commerciales supérieures à 400 m² réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 460 000 € HT.
- Les impôts sur les entreprises de réseaux (IFER) inscrits pour 476 963 € comprenant les impositions sur les éoliennes et sur les transformateurs électriques
- Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) figé à 1 517 254 €.

Enfin nos recettes fiscales se composent également des taxes de séjour que l'on attend en 2021 à hauteur de 32 000 €, selon un montant identique à celui inscrit au budget primitif 2020.

3) Les dotations et participations 2021

Ce chapitre s'élève pour 2021 à **5 574 750 €**. Il présente une variation de 1 107 536 € (+ 24,8%) par rapport au budget primitif 2020. Cette variation trouve son origine dans les nouvelles compensations de l'Etat en lien avec la mesure du plan de relance 2020 qui compense intégralement la réduction de moitié accordée aux établissements industriels sur les impôts fonciers.

	BP 2020	Réalisé 2020	BP 2021	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Dotation d'Intercommunalité	237 148 €	237 148 €	260 863 €	23 715 €	10%
Dotation de Compensation	2 201 767 €	2 201 767 €	2 160 814 €	-40 953 €	-2%
Dotation Globale de Décentralisation	14 400 €	7 324 €	7 350 €	-7 050 €	-49%
Subvention Etat Autres	90 000 €	58 154 €	158 000 €	68 000 €	76%
Régions	29 176 €	16 188 €	39 176 €	10 000 €	34%
Département	299 265 €	295 125 €	244 443 €	-54 822 €	-18%
Communes membres	5 185 €	5 468 €	5 185 €	0 €	0%
Budget Communautaire	29 200 €	- €	9 200 €	-20 000 €	-68%
Autres organismes (CAF)	318 105 €	408 666 €	337 960 €	19 855 €	6%
Dotation de Compensation de la réforme de la Taxe Professionnelle	834 116 €	834 116 €	834 116 €	0 €	0%
Compensations fiscales de l'Etat sur la CFE, et taxes foncières	408 852 €	410 047 €	1 517 643 €	1 108 791 €	271%
TOTAL	4 467 214 €	4 474 003 €	5 574 750 €	1 107 536 €	24,8%

a) La Dotation Globale de Fonctionnement = 2 421 677 € en 2021

Elle a deux composantes : la Dotation d'Intercommunalité (260 863 €) et la Dotation de Compensation (2 160 814 €).

La Dotation d'Intercommunalité bénéficie dans le cadre de la loi de finances 2021 d'un abondement national de 30 millions d'€ et à ce titre nous escomptons une progression de 10% de notre dotation d'intercommunalité.

La dotation de compensation est écrêtée chaque année sur la base d'un taux décidé par le comité des finances locales. Cet écrêtement a pour objectif de financer notamment la hausse de population sur le territoire national et la hausse des coûts liés à l'intercommunalité. Pour 2021, le taux d'écrêtement serait de 1,86% (il était de 1,83 % en 2020) soit une perte annuelle de 40 953 € pour notre EPCI.

b) Les autres participations

On note une progression de 68 000 € sur les subventions de l'Etat et de 10 000 € sur une subvention de la Région. Ces progressions sont liées à des subventions attendues de l'Etat (84 000 €) et de la Région (10 000 €) sur une étude sur les friches industrielles et commerciales dont la dépense de 120 000 € est inscrite en dépense à caractère général (Cf page 6).

En 2021, nous attendons du Département :

- la subvention liée à la convention intercommunale d'appui aux projets culturels de 114 500 €,
- le reliquat du soutien apporté en 2020 pour la mise en œuvre du dispositif de maintien des services nécessaires à la population correspondant à 50% des aides d'urgence versées aux entreprises éligibles sur un maximum de 8 €/habitant. En 2020, nous avons ainsi perçu une subvention de 184 765 € à ce titre et nous attendons en 2021 le solde soit 109 571 € dans le cadre de notre second plan de soutien ce qui explique la différence de niveau de recette entre 2020 et 2021 (- 54 822 €).

c) Les compensations fiscales

Alors qu'en 2020, ce poste de recettes s'affichait à un total de 410 047 €, il se situe désormais à 1 517 643 €. Si en 2021 du fait de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales Mayenne Communauté ne perçoit plus de compensation au titre de la taxe d'habitation (intégrée désormais dans la fraction de TVA), elle est compensée de la nouvelle exonération accordée par l'Etat aux établissements industriels sur les impôts fonciers (50% de leur valeur locative). Cette compensation nouvelle explique l'écart de recette en 2020 et 2021.

4) Les produits de nos services

Ils sont inscrits pour **11 371 921 €**. Ils correspondent aux produits issus de la facturation de nos services et aux remboursements de frais avec entre autres les remboursements au titre des charges de personnel.

	BP 2020	Réalisé 2020	BP 2021	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Produits de nos services : centre aquatique	310 000 €	156 507 €	250 000 €	-60 000 €	-19%
Produits de nos services culturels : conservatoire + musée	251 600 €	148 012 €	138 100 €	-113 500 €	-45%
Produits de nos services : aire d'accueil gens du voyage	47 000 €	42 319 €	40 000 €	-7 000 €	-15%
Produits de nos services : centre de loisirs jeunesse	29 700 €	17 284 €	29 700 €	0 €	0%
Produits de nos services : camping	61 160 €	32 019 €	67 000 €	5 840 €	10%
Autres produits dont redevance cinéma	54 865 €	43 383 €	51 165 €	-3 700 €	-7%
SOUS TOTAL PRODUITS DES SERVICES	754 325 €	439 523 €	575 965 €	-178 360 €	-23,6%
Remboursements charges de personnel des 4 budgets annexes	1 404 600 €	1 394 907 €	1 560 350 €	155 750 €	11%
Remboursements Ville de Mayenne Mise à dispo du personnel	8 698 600 €	8 095 954 €	8 714 800 €	16 200 €	0%
Remboursement frais de personnel d'autres organismes	150 863 €	151 022 €	119 763 €	-31 100 €	-21%
Remboursements de frais par les communes dont les services communs	411 930 €	428 141 €	401 043 €	-10 887 €	-3%
TOTAL	11 420 318 €	10 509 547 €	11 371 921 €	129 963 €	-0,4%

Ce budget intègre l'impact de la crise sanitaire sur la fréquentation de nos services en 2021 avec des prévisions de recettes en baisse de 23,8% par rapport au budget 2020. Ces prévisions budgétaires font suite aux décisions du Conseil Communautaire des 10/12/2020 avec l'exonération droits de place de l'aire d'accueil des gens du voyage (jusqu'au 16/02/21), et 14/01/2021 avec la réduction des tarifs du conservatoire de musique et danse pour l'année scolaire 2020/2021.

A noter une recette nouvelle attendue pour 1 000 € au titre de 2021 avec la commission des artisans exposants de la boutique éphémère du forum métiers d'arts, mise en place depuis décembre dernier. En matière de remboursements ceux du Kiosque sont diminués compte tenu de la réduction du nombre d'agents mis à disposition (de 3 à 2) suite à un départ en retraite.

5) Les autres recettes = 1 412 817 €

On trouve les atténuations de charges relatives aux remboursements des indemnités journalières ou décharges syndicales (**194 100 €**), le stock du magasin du musée (**20 000 €**), le remboursement du SDIS des communes de l'ex CCPM (**822 935 €**), les remboursements par les agents de la part des chèques déjeuners (**76 300 €**), l'excédent de fonctionnement du budget annexe de zones 2020 (**831 €**), des recettes exceptionnelles (**981 €**) et les loyers attendus pour **297 670 €** qui se déclinent comme suit :

	BP 2020	Réalisé 2020	BP 2021	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Gendarmeries du Ribay et de Lassay	143 000 €	146 106 €	147 000 €	4 000 €	3%
Bateau Promenade	4 750 €	4 750 €	4 750 €	- €	0%
Forum métiers d'arts de Jublains - 2 ateliers d'artisans	1 680 €	280 €	2 800 €	1 120 €	67%
Fermages	5 200 €	2 070 €	2 000 €	-3 200 €	-62%
Terrain Ricordeau	2 000 €	2 075 €	2 000 €	- €	0%
SCIC Bois déchiqueté	2 520 €	2 520 €	2 520 €	- €	0%
LA POSTE à Lassay	20 000 €	20 420 €	20 500 €	500 €	2%
Pôle santé à Lassay	20 000 €	15 699 €	28 850 €	8 850 €	44%
SERE	20 000 €	9 603 €	8 850 €	-11 150 €	-56%
Imprimerie Solidaire à Martigné	70 000 €	17 474 €	70 000 €	- €	0%
Local Lecornu à Lassay	8 400 €	8 400 €	8 400 €	- €	0%
TOTAL	297 550 €	229 397 €	297 670 €	120 €	0,0%

Les loyers de la SERE sont diminués du fait du départ de la Mission Locale. Ceux du pôle santé de Lassay sont actualisés en fonction des baux signés avec les professionnels de santé. A noter la reconduction de la recette de loyer de 2021 pour l'imprimerie solidaire considérant l'absence de réponse pour le rachat du crédit-bail.

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2021

45 940 000 €

C. L'équilibre budgétaire

DÉTERMINATION DE L'ÉPARGNE	BP 2020	BP 2021	ÉVOLUTION
Recettes de gestion	32 472 177	32 224 720	-1%
Dépenses de gestion	30 479 386	30 542 756	0%
ÉPARGNE DE GESTION	1 992 791 €	1 681 964 €	-16%
Charges financières	187 135	169 973	-9%
ÉPARGNE BRUTE	1 805 656 €	1 511 991 €	-16%
Remboursement du capital des emprunts	660 724	673 060	2%
ÉPARGNE NETTE	1 144 932 €	838 931 €	-27%

L'épargne de gestion, l'épargne brute et l'épargne nette sont des indicateurs généralement calculés sur les données du compte administratif.

III) Section d'Investissement

A. Les recettes d'investissement 2021

1) Le FCTVA

Le Fonds de Compensation de la TVA assure aux collectivités locales la compensation de la taxe sur la valeur ajoutée qu'elles supportent sur leurs dépenses d'investissement. Il s'applique uniquement aux dépenses éligibles répondant à certains critères. Il est calculé sur les dépenses du trimestre précédent en appliquant un taux de 16,404% au montant TTC des dépenses éligibles. Nous inscrivons au titre du FCTVA 2021 une recette de **100 866 €**.

2) Les autres recettes d'investissement

On trouve les excédents d'investissement 2020 des budgets annexes des zones d'activités pour **396 265 €** ayant pour origine le budget annexe des zones de La Lande (341 318 €) et le budget annexe de Lassay (54 947€).

Les cessions de biens sont inscrites pour **3 302 €**. Cette recette découle de la vente web enchères réalisée en ce début d'année 2021.

Les versements des cautions sont inscrits pour **3 000 €** (usagers de l'aire d'accueil gens du voyage et de la SERE).

3) Les financements publics externes

Au-delà de l'autofinancement, du FCTVA et autres, Mayenne Communauté sollicite dans le cadre de ses projets une participation financière de diverses structures publiques.

Les subventions d'équipement au titre de 2021 sont attendues pour **589 696 €** (cf leur détail en page 18 hors excédents 2020 des 2 budgets annexes de zones).

4) Les reports de 2020

En matière de recettes, les reports de crédits correspondent aux subventions d'équipement notifiées mais non perçues. Ils se chiffrent à **1 585 081 €** pour 2021 et comprennent notamment les subventions notifiées pour les projets suivants :

- La rénovation de l'hôtel de Ville et de Communauté à hauteur de 374 600 € (au titre de la DETR et du contrat de ruralité),
- La rénovation du camping à hauteur de 616 000 € (au titre CTR de la Région),
- Les abords du pôle santé à hauteur de 212 396 € (au titre du CTR de la Région),
- L'aménagement des aires de camping-cars à hauteur de 120 088 € (au titre du FSIL de l'Etat),
- Les travaux d'aménagement des réserves du musée à hauteur de 15 000 € (de la DRAC).

B. La capacité à investir 2021

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement cumulé à la reprise des excédents dégagés au budget 2020 permet de dégager une capacité à investir au titre de 2021 de **17 027 648 €**.

Recettes réelles de fonctionnement 2021		32 224 720
Dépenses réelles de fonctionnement 2021	-	31 142 729
Excédent brut d'exploitation 2021		1 081 991
Résultat excédentaire de fonctionnement reporté	+	13 498 113
Capacité d'autofinancement 2021		14 580 104
Résultat excédentaire d'investissement 2020	+	2 824 520
Restes à réaliser 2020 en recettes	+	1 585 081
FCTVA et autres recettes	+	107 167
Subventions attendues du programme d'équipement 2021	+	589 696
Excédents d'investissement 2020 des budgets annexes de zones	+	396 265
TOTAL DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT 2021 (1)	=	20 082 833
Remboursement 2021 en capital de la dette		676 060
Restes à réaliser 2020 en dépenses	+	2 374 125
Enveloppe pour avances sur marchés de travaux divers	+	5 000
TOTAL DES DEPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT 2021 (2)	=	3 055 185
CAPACITÉ A INVESTIR 2021 (1)-(2)		17 027 648

C. Les dépenses d'investissement 2021

Les dépenses d'investissement 2021 sont constituées du remboursement en capital de la dette, des dépenses d'équipement nouvelles, et des reports de crédits de 2020 (dépenses engagées comptablement mais non réglées).

1) Le remboursement du capital de la dette et les remboursements des cautions

Le remboursement du capital de la dette inscrit au BP 2021 est en hausse. Il s'élève à **673 060 €** contre 660 724 €. Cela s'explique par notre profil d'amortissement de la dette.

Les remboursements des cautions sont inscrits à hauteur de **3 000 €**.

2) Le programme d'investissement 2021

Il s'élève à un total de **17 027 648 €** et se décompose par compétence comme suit :

Programme d'investissement 2021	DEPENSES	RECETTES	Origine recettes
Informatique pour services	177 588		
Bureau d'études bâtiments	53 500		
Véhicules pour services	40 000	53 903	CTR 2020 sur véhicules propres
Hygiène et sécurité	4 000	1 759	Fonds de concours Ville de Mayenne
Conservatoire de musique	13 900		
Médiathèques	3 100		
Musée	91 600	16 000	DRAC et fondation du Patrimoine
Centre aquatique	503 460	177 760	DSIL 2021 sur ombrières
Service commun jeunesse	5 000		
Aire d'accueil gens du voyage	6 150		
Halte fluviale de Mayenne	309 600		
Forum de Jublains	34 300		
Camping	142 564	97 600	CTR 2021 sur rénovation logement gardien
Fonds de concours aux derniers commerces	4 000		
Sous total équipement des services	1 388 762	347 022	
Actions du PLH	602 000		
OPAH Renouvellement Urbain	120 000		
OPAH	120 000	131 774	Agence Nationale de l'Habitat sur OPAH 2019
Sous total politique du logement et cadre de vie	842 000	131 774	
PLUI	44 700	8 400	DRAC sur sites patrimoniaux remarquables
Sous total Plan local d'urbanisme	44 700	8 400	
GEMAPI	65 000		
Sous total gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations	65 000	0	
Mobilité	220 000	102 500	DETR 2021 sur étude du schéma directeur
Sous total mobilité	220 000	102 500	
Giratoire des Chevreuils	283 000		
Nouvelles zones d'activités	300 000		
Aide à l'immobilier d'entreprises	200 000		
Zones industrielles existantes	60 000		
Budgets annexes de zones	1 700 000	396 265	excédents 2020 La Lande, Lassay
Réhabilitation de Brive	100 000		
Sous total développement économique	2 643 000	396 265	
Hôtel de Ville et de Communauté	1 030 000		
Pôle culturel LASSAY	5 000 000		
Pôle échange multimodal	1 000 000		
Lieu de diffusion (jeunesse Boite noire ...)	700 000		
Troisième tranche camping	250 000		
Installation de sucettes dans les communes membres	60 000		
Fonds de concours aux communes membres			montant à définir avec nouveau pacte financier
Enveloppe projets émergents	3 784 186		à établir avant été 2021 et inclus dans l'enveloppe projets émergents
Sous total projets du PPI	11 824 186	0	
	17 027 648	985 961	

3) Les reports de 2020

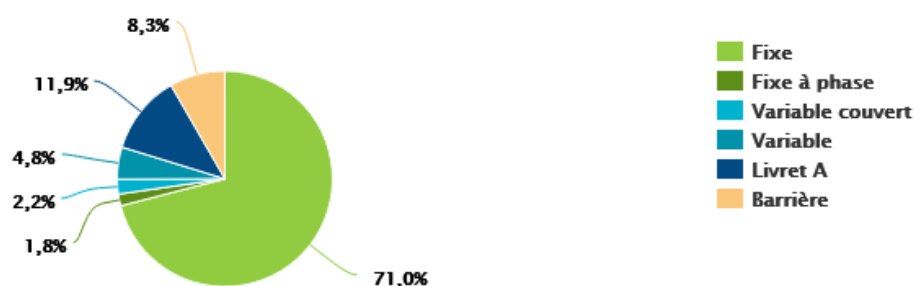
Les reports de crédits correspondent aux devis signés (engagés comptablement) en 2020 pour lesquels les travaux sont en cours ou à venir. Leurs montants sont inscrits à hauteur de **2 374 125 €**. On trouve en particulier les travaux de rénovation du camping (753 731 €), du musée (100 967 € pour la résille), notre participation pour la troisième tranche de la déviation de la RN 162 (517 000 €), nos fonds de concours aux bailleurs sociaux, aux communes et aux particuliers pour la politique de renouvellement de l'habitat (487 845 €), les travaux de construction du centre aquatique (67 371 €).

IV) La structure de la dette

Au 1^{er} janvier 2021, l'encours de dette de Mayenne Communauté s'élève à **7 505 132 €** avec un taux moyen de 2,18 % sur un total de 17 prêts et une durée de vie résiduelle de 14 ans et 3 mois.

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	5 325 374,23 €	70.96 %	2.29 %
Fixe à phase	133 678,20 €	1.78 %	-0.21 %
Variable couvert	165 216,20 €	2.20 %	2.06 %
Variable	361 146,68 €	4.81 %	0.00 %
Livret A	894 758,34 €	11.92 %	1.75 %
Barrière	624 958,18 €	8.33 %	3.63 %
Ensemble des risques	7 505 131,83 €	100.00 %	2.18 %

Dette par type de risque



© Finance Active

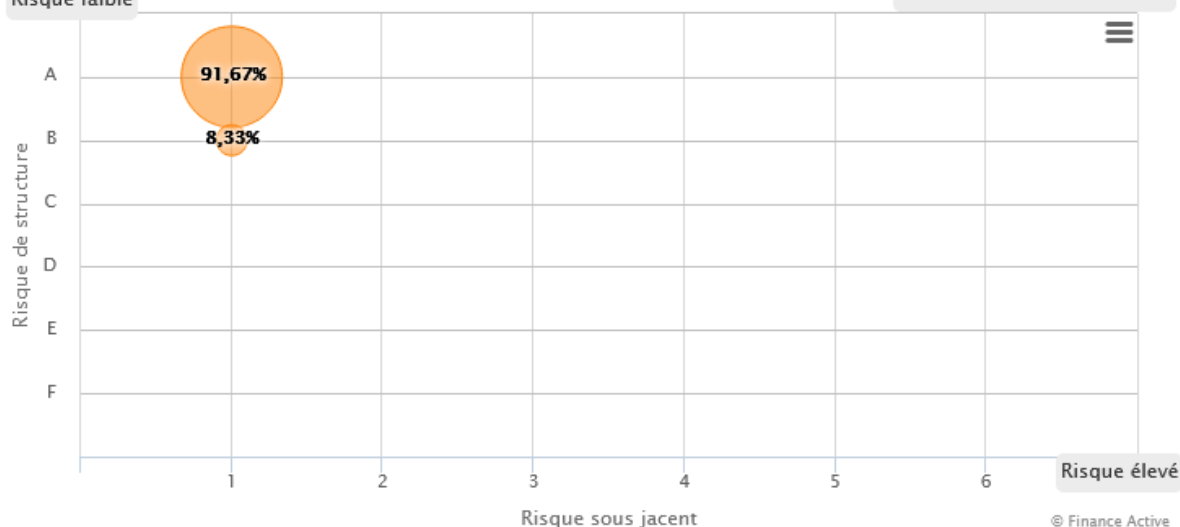
Dette selon la charte de bonne conduite

Accéder à l'analyse CBC

Excel

Risque faible

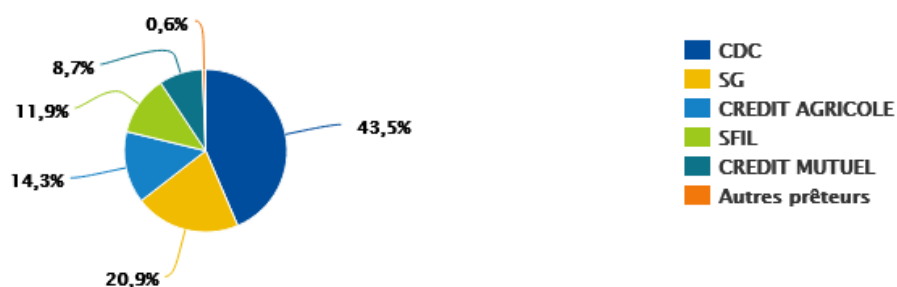
Taille de la bulle = % du CRD



© Finance Active

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 268 484,03 €	43.55 %
SOCIETE GENERALE	1 572 037,36 €	20.95 %
CREDIT AGRICOLE	1 073 682,09 €	14.31 %
SFIL CAFFIL	891 651,09 €	11.88 %
CREDIT MUTUEL	653 014,17 €	8.70 %
Autres prêteurs	46 263,09 €	0.62 %
Ensemble des prêteurs	7 505 131,83 €	100.00 %

Dette par prêteur



© Finance Active

V) Synthèse du budget 2021

Le budget comprend des opérations réelles et des opérations d'ordre qui correspondent à des écritures comptables internes sans flux financier. Elles sont comptablement neutres (dépenses = recettes). On trouve notamment les écritures liées aux amortissements des biens avec la constatation de la dépréciation du bien en dépense de fonctionnement et le dégagement de ressources pour renouveler ce bien en recette d'investissement.

FONCTIONNEMENT			
Dépenses réelles	31 142 729	Recettes réelles	32 224 720
Dépenses d'ordre entre sections	1 214 816	Recettes d'ordre entre sections	217 167
Virement à la section d'investissement	13 582 455	Résultat reporté de 2020	13 498 113
	45 940 000		45 940 000

INVESTISSEMENT			
Dépenses réelles	20 082 833,00	Recettes réelles	2 678 209,40
Dépenses d'ordre	232 167	Recettes d'ordre	1 229 816
		Virement de la section de fonctionnement	13 582 455
		Résultat reporté de 2020	2 824 520
	20 315 000,00		20 315 000,00